

HISTORIQUE DES TAUX

Depuis 2010, la Guinée-Bissau a effectué une seule intervention sur le marché régional pour un montant total émis de 10 milliards de FCFA le 30/04/2013. Cette émission sur deux ans faisait ressortir un Taux Moyen Pondéré de **6,2075%**.

En prélude à son adjudication du 22 juillet 2014, la Guinée-Bissau n'a aucun historique récent sur la maturité 1 an. Cet état de fait n'est cependant pas une réalité applicable à l'Union dont le marché a connu plusieurs adjudications à 1 an.

Taux des émissions à 12 mois dans l'Union en 2014

Mois	Émetteur	TMP*	Taux marginal
janvier	Sénégal	4,92%	5,15%
	Bénin	4,80%	5,20%
	Cote d'Ivoire	5,10%	5,20%
	Togo	4,68%	4,90%
	Niger	4,79%	4,99%
février	Bénin	4,80%	4,95%
mars	Mali	4,93%	5,50%
	Cote d'Ivoire	5,14%	5,20%
avril	Togo	4,96%	6,00%
	Bénin	5,36%	6,90%
mai	Bénin	5,64%	6,50%
juin	Bénin	5,96%	6,45%

* Taux Moyen Pondéré

Ces émissions ont fait ressortir sur l'année des Taux Moyens Pondérés compris entre 4,68% et 5,96%.

Pour les deux États membres de l'Union les plus actifs sur les maturités 1 et 2 ans (Sénégal et Côte d'Ivoire), on a observé une tendance généralement haussière des taux à l'émission depuis le début d'année.

Taux à 1 an et 2ans du Sénégal

TMP à 1 AN		TMP à 2 ANS	
28/09/12	5,76%	22/02/13	5,90%
25/01/13	5,60%	16/05/13	5,80%
08/02/13	5,56%	31/05/13	5,79%
08/03/13	5,44%	23/01/14	5,18%
08/01/14	4,92%	21/05/14	5,19%

Taux à 1 an et 2 ans de la Côte d'Ivoire

TMP à 1 AN		TMP à 2 ANS	
18/01/13	5,67%	23/10/13	5,95%
19/04/13	5,70%	14/11/13	5,82%
23/05/13	5,74%	04/12/13	5,88%
14/01/14	5,10%	15/04/14	5,57%
21/03/14	5,14%	24/06/14	5,76%

CONCLUSION

Au lendemain d'une transition démocratique et d'un retour à l'ordre constitutionnel, la Guinée-Bissau revient sur le marché régional. Cette émission permettra de mesurer l'appétit des investisseurs et de fournir un bon comparatif par rapport aux autres pays de l'Union.

Compte tenu des points suivants :

1. Premier appel au marché pour la Guinée-Bissau depuis la transition démocratique et l'absence de comparables ;
2. Les délais courts offerts au marché pour estimer le risque pays ;

nous pensons que la prime de risque demandée devrait faire ressortir des taux en haut de la fourchette observée sur les émissions à 1 an dans l'Union.

Cette situation a conduit l'Agence à mener une intense campagne de sensibilisation auprès des investisseurs.